

# Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la modernisation de la France, sur la cohésion et le dialogue social, et sur la nécessité de simplifications administratives pour le développement de la croissance et de l'emploi, Tulle le 11 janvier 1997.

Messieurs les préfets,

- Messieurs les parlementaires,

- Monsieur le maire de Tulle,

- Mesdames et messieurs les élus,

- Monsieur le président du Conseil général,

- Mes chers amis,

- Bernadette et moi, nous souhaitons naturellement vous adresser nos vœux très chaleureux, très sincères, pour vous-mêmes, pour les vôtres, pour notre département, pour tous les Corrèziens si nombreux, si actifs que je rencontre en métropole, outre-mer où à l'étranger et qui donnent une belle image de notre département, tous nos meilleurs vœux de bonne année.

- Mes vœux aussi pour notre équipe de rugby de Brive, monsieur le maire de Brive. Elle illustre bien l'excellence corrézienne.

- Je voudrais aussi vous dire tout le plaisir que j'ai à vous retrouver en ce début d'année. On revient dans sa région comme on revient chez des amis très chers. Trop rarement mais toujours avec une très grande joie. Je n'oublie pas, sachez-le, ce que je dois à la Corrèze. Ma vision des êtres et des choses, je la dois pour une large part à cette terre rude, mais forte de ses traditions et de ses convictions, toujours affirmées notamment dans les moments les plus difficiles de notre histoire. Je la dois à vous, mes chers amis, qui m'avez fait confiance tant de fois. Expérience, endurance, solidité, sérénité, dans la mesure où j'ai connu ces caractéristiques, ces qualités, c'est la Corrèze qui me les a données : un viatique moral, qui m'est toujours aussi précieux. Plus que beaucoup d'autres, notre terre a le sens des vraies valeurs. Ce sont ces valeurs dont la France a aujourd'hui un grand besoin pour aborder crânement son avenir.

Pour beaucoup, 1996 n'a pas été une année facile, je l'ai déjà dit, pas plus en Corrèze qu'ailleurs. Nous vivons une période charnière, une période de nécessaire transformation, avec toutes les appréhensions que cela suppose. "Transformer" c'est sans doute le mot juste. Il s'agit, en effet, d'adapter notre société sans la brutaliser. Il s'agit de changer, de se moderniser, sans porter atteinte aux valeurs auxquelles nous croyons, en défendant le modèle social qui est le nôtre. Le choix que je propose à la France, c'est celui de la modernité et de la fidélité à tout ce qui fait son identité. J'en suis sûr, ce double choix nous conduira au succès. Il y faut du temps et des efforts.

- Bien sûr, il a fallu nous remettre en route, alors que notre pays avait un peu posé ses bagages. Nous avons passé des années, de longues années sous le signe de l'immobilisme, des expédients, de l'endettement et des réformes remises à plus tard, sans voir qu'autour de nous les autres grands pays européens s'adaptaient mieux et plus vite aux exigences de notre temps, sans tenir compte non plus des nouveaux concurrents de plus en plus actifs qui s'imposaient sur le

marché mondial.

- Cette page est tournée. La France le sait. Elle est prête à se transformer peut-être plus qu'elle ne le croit encore elle-même. Lorsque l'on informait le Général de Gaulle, avant la signature du Traité de Rome qui créait le Marché commun, lorsqu'on l'informait des craintes exprimées par les milieux industriels, agricoles, syndicaux, devant les risques de la libre circulation au sein de l'Europe, le Général répondait : "les Français sont forts, mais ils ne le savent pas". L'Histoire lui a donné raison. La France de 1997 est forte et dynamique, mais elle ne le sait pas assez.

- Naturellement, il y a des réticences, des blocages, toutes sortes de conservatismes, nous le savons tous. Pourtant, quel chemin parcouru en quarante ans ! Quoi de commun entre la vie d'un paysan corrézien à l'aube des années 60, et celle d'un agriculteur, d'un éleveur d'aujourd'hui, souvent doté de matériels performants et actif dans un marché européen qui est le premier du monde ? L'adaptation, qui suscite parfois des craintes, c'est vrai, nous ne cessons en réalité de la vivre et de la pratiquer depuis des décennies.

- Et puis, que de ressources, que de dynamisme, que d'imagination chez les Français ! Chaque fois que je vais sur le terrain, en province, je suis frappé par toutes les initiatives prises, tous les projets lancés ici et là par les collectivités locales, les associations, les entreprises, et surtout les petites et moyennes entreprises. Qu'un problème se pose, c'est l'ingéniosité, c'est la solidarité qui sont au rendez-vous. Voyez comment ont réagi nos concitoyens pendant la vague de froid, se mobilisant pour les plus démunis, organisant des centres d'hébergement pour les automobilistes bloqués par les intempéries et ceci spontanément et avec le concours de toutes les mairies, de tous les pouvoirs publics !

- Tout cela doit nous donner confiance. Même si ses structures sont souvent trop figées, la France bouge, elle se mobilise. L'énergie et la vitalité des Français sont évidentes. L'avenir nous appartient pour peu que nous fassions appel au meilleur de nous-mêmes. Pour peu que nous nous adaptions en restant fidèles à nos valeurs, qui sont les valeurs mêmes de la République. Au premier rang de ces valeurs, il y a la solidarité. En Corrèze, pays qui exige que ses enfants fassent front ensemble, la solidarité se vit tous les jours, dans les familles, dans les villes, dans les villages. Même s'il y a des malheureux, trop nombreux, des exclus trop souvent, ce qui n'existait pas d'ailleurs dans les campagnes du temps de nos parents, la cohésion sociale est forte. C'est cette cohésion qui s'est un peu défaite et que nous devons rétablir dans toute la France.

- Pour bien vivre une période de changement, une société doit être unie et solidaire. Un pays ne peut pas réussir s'il n'y a pas cohésion du corps social. La grandeur et l'identité de la France sont indissociables de son ambition sociale : assurer à tous une juste protection et ne laisser personne au bord du chemin, quelles que soient les difficultés à surmonter les effets de la crise, telle doit être notre ambition.

- C'est pour cela que le gouvernement met en oeuvre la première grande réforme de la Sécurité sociale depuis trente ans, avec l'objectif de la rendre plus juste et plus efficace. C'est pour cela qu'il a engagé un Pacte pour la Ville, et lancé un programme de logements d'urgence pour les plus démunis. C'est pour cela qu'il a pris des décisions fortes en faveur des chômeurs de longue durée, et qu'il a préparé un projet de loi qui s'attaque aux racines de l'exclusion, dans tous les domaines : l'emploi, le logement, la santé, la culture.

- Mais au-delà des décisions et des impulsions que peut donner l'Etat, la solidarité c'est l'affaire de tous, acteurs économiques, collectivités locales, associations, et surtout citoyens. Il faut que les solidarités qui se manifestent spontanément pendant les périodes de grandes difficultés continuent, au quotidien, d'irriguer la société et les coeurs.

L'égalité des chances est une autre de ces valeurs républicaines à laquelle la Corrèze est naturellement attachée. Nous sommes vraiment une région où la promotion des hommes et des femmes par l'école de la République a eu tout son sens. Pendant des générations, les maîtres ont enseigné le travail et l'effort, nous ont expliqué pourquoi ils étaient les clés de la réussite. Je garde, aujourd'hui encore, le souvenir de mes grands-parents instituteurs, de leur foi dans l'école comme lieu de transmission du savoir, d'apprentissage de la citoyenneté et d'intégration. Même si elle a dû faire face à des changements majeurs, je pense notamment à l'allongement général

des études, l'école d'aujourd'hui doit faire vivre cette ambition de transmission des connaissances et d'intégration.

- C'est dans cet esprit que la lutte contre l'illettrisme sera l'un des objectifs de mon septennat. Il n'est plus possible que certains jeunes sortent du système sans posséder les acquis de base, ce qui fait d'eux en réalité, d'entrée de jeu, des handicapés sociaux. Il y a une réflexion à conduire d'urgence sur la formation des maîtres, les instruments pédagogiques, les instruments de contrôle et d'évaluation. Nous ne resterons pas à la traîne de l'Europe dans le domaine de l'illettrisme. Il en va de l'insertion des jeunes et de leur citoyenneté.

- C'est dans le même esprit que le gouvernement a lancé la réforme des premiers cycles universitaires, pour que les étudiants, mieux orientés, mieux soutenus, ne se retrouvent pas au bout de deux ans sans diplôme, sans qualification. C'est enfin dans cet esprit que je souhaite voir évoluer l'enseignement professionnel, qui doit s'ouvrir davantage aux métiers et aux nouvelles technologies, afin de donner aux jeunes qui le choisissent et qui ont raison de le choisir, un bagage pour la vie.

- Enfin, dans cette Corrèze, qui est une vieille région laïque, je voudrais réaffirmer mon attachement au principe de laïcité. L'école, lieu de paix et de tolérance, doit être notamment à l'abri de tous les prosélytismes. La laïcité à l'école publique notamment participe de l'égalité des chances et c'est un des fondements de la République.

Mais l'égalité des chances ne se joue pas seulement à l'école. Elle se joue aussi en terme d'aménagement du territoire. Si la diversité est une richesse, le déséquilibre entre les régions est une source d'inégalités et d'injustices. Toutes nos provinces doivent offrir à leurs habitants des infrastructures et des services adaptés, je pense notamment aux services publics, sans lesquels il n'y a pas de développement possible. Je peux réaffirmer mon attachement sans concession au service public à la "française".

- Ici, dans le Massif Central, nous connaissons bien cette exigence. Depuis trente ans, les voies de communication se modernisent. Les grands chantiers autoroutiers de l'A20 et l'A89, auxquels vous le savez je suis personnellement attentif, en sont des exemples significatifs.

- Bien sûr, aménager le territoire c'est aussi maintenir une agriculture vivante, favoriser l'installation des jeunes, développer des activités nouvelles, faire en sorte que l'accès aux services publics soit égal dans toute la France.

- Le grand débat qui a eu lieu en 1994 a montré combien étaient fortes les attentes des Français dans ces domaines. La loi d'orientation qui en est le fruit doit être pleinement appliquée. Je souhaite également que les propositions du délégué à l'aménagement du territoire, que je salue ici, sur l'espace central comme on l'appelle aujourd'hui, Massif Central, puissent faire l'objet, rapidement, de décisions concrètes de la part du gouvernement et je lui fais confiance dans ce domaine.

En réalité, tout se tient. L'égalité des chances favorise la cohésion sociale. De même, le dialogue renforce les liens de la collectivité. C'est une autre valeur - le dialogue, l'écoute, le respect de l'autre - que la Corrèze met en pratique. On se parle dans les campagnes plus que dans les villes, et surtout plus que dans les grandes villes. On se parle dans les rues, sur les marchés, les gens se connaissent. Bien sûr, il y a dans les familles ou entre les voisins des brouilles d'autant plus inexpiables que tout le monde en a oublié les causes, mais enfin beaucoup de conflits sont résolus par l'échange, par le dialogue. C'est de ce dialogue dont notre société et notamment notre société urbaine a le plus grand besoin aujourd'hui.

- Il y a un dialogue entre les Français qui est toujours prêt à s'instaurer pour peu que l'exceptionnel sorte nos concitoyens de leur réserve habituelle. Ainsi, pendant les grèves de décembre 1995, aujourd'hui avec la vague de froid, on voit des hommes et des femmes se parler, s'entraider spontanément. Des barrières tombent, des solitudes se brisent, des solidarités s'expriment. Si bien que ces moments de crise sont aussi des moments éclairés par un rayon de convivialité.

- Si ce dialogue spontané se noue facilement, il n'en est pas de même du dialogue social institutionnel, celui qui doit absolument se développer dans tout pays moderne entre les partenaires sociaux. Nous avons un vrai retard dans ce domaine, comme en témoignent les crises

qui, périodiquement, secouent notre pays et donnent de nous, à l'extérieur, une image bien piètre.

- Nous ne pouvons pas continuer ainsi. A trois ans de l'An 2000, la France doit être une démocratie moderne, capable d'anticiper les évolutions, capable de conduire les changements nécessaires dans la concertation et dans la sérénité. Chacun doit jouer son rôle. Un patronat ouvert au dialogue et respectueux des accords conclus. Des syndicats constructifs et responsables dans leurs revendications. Des associations, des mutuelles, qui irriguent le tissu social et expriment les attentes des citoyens. Ce n'est qu'ainsi que nous construirons, ensemble, une société moderne et apaisée. Ce n'est qu'ainsi que nous donnerons à notre économie toutes ses chances dans la compétition internationale.\

Il faut bien comprendre dans quel monde nous vivons. Il n'est question, depuis quelques années, que de la "mondialisation", expression technocratique qui inquiète beaucoup d'entre nous. Je veux vous dire qu'il n'y a pas lieu de craindre une réalité qui par ailleurs est irréversible, et qui consiste tout simplement, pour notre pays, à être ouvert sur l'extérieur et partie prenante des mouvements du monde avec toutes les chances qui sont les siennes, généralement très supérieures à celles de la plupart des autres pays.

- Bien sûr, nous avons de plus en plus de concurrents. Les nouvelles technologies changent beaucoup de données et les frontières ne cessent de s'effacer.

- Mais la "mondialisation" est aussi une chance pour un pays qui, comme la France, dispose d'atouts considérables. Je pense notamment à nos entreprises, qui sont parmi les plus performantes du monde, comme en témoignent aujourd'hui les excédents considérables de notre commerce extérieur. Je pense à nos capacités technologiques. Je pense surtout à la qualité des hommes et des femmes qui sont compétents et créatifs. C'est une chance parce que de nouveaux marchés considérables s'ouvrent, riches de possibilités : l'Amérique latine, l'Asie du Sud-Est, la Chine, l'Europe de l'Est. A nous de saisir ces chances, nous en avons les moyens.

- Pour cela, il faut libérer nos énergies, il faut retrouver le goût d'entreprendre et rendre au travail toute sa valeur. La Corrèze, qui est une terre de volonté, de responsabilité, qui l'a si souvent prouvé dans l'Histoire, sait de quoi je parle.\

Nous savons tous que ceux qui veulent entreprendre, réaliser un projet, investir, prendre un risque, doivent trop souvent triompher d'une véritable course d'obstacles.

- Nous savons tous combien les formalités administratives, la paperasserie de toute nature pèsent sur la vie quotidienne de ceux qui veulent entreprendre, investir ou travailler, au point d'exiger pour les petites et moyennes entreprises, plusieurs jours par mois de travail pour leurs dirigeants à des choses qui ne se justifient pas toujours, beaucoup s'en faut.

- Nous savons tous combien les charges de toutes sortes se sont développées dans le cadre d'un système d'irresponsabilité qui a duré trop longtemps et ces charges découragent les commerçants, les artisans, les professions libérales, les exploitants agricoles et finissent par faire obstacle à l'embauche ou à l'installation.

- Il était urgent de renverser le cours des choses, de faire en sorte que l'on se mette en situation le plus rapidement possible d'alléger les charges qui pèsent sur les entreprises, de favoriser le développement des petites et moyennes entreprises, de simplifier la vie administrative. Je me félicite des décisions qui ont été prises et je demande au gouvernement de poursuivre activement, résolument dans cette voie car beaucoup reste à faire et les effets sont longs à se faire sentir sur le terrain.

- Il faut absolument que l'Etat, dans notre pays, retrouve sa juste place. L'Etat est là pour assurer les missions de souveraineté nationale, défendre les valeurs de la République, garantir les solidarités, assurer l'ordre et la sécurité des citoyens sur l'ensemble du territoire, faire régner la justice, créer les conditions de la croissance.

- L'Etat n'est pas là pour contrôler, encadrer, entraver l'action des forces vives. Il n'est pas là pour jouer les patrons dans le secteur concurrentiel. Il n'est pas là pour dépenser n'importe comment l'argent des contribuables.

- L'Etat doit se réformer. C'est le meilleur service qu'il peut rendre à la Nation. Nous avons

décentralisé, voici quinze ans, ce fut une grande réforme, une réforme moderne. Mais il faut aller plus loin aujourd'hui. Combien de mesures qui concernent directement la vie de nos compatriotes, et qui sont encore prises à Paris dans des bureaux parisiens ! Rapprocher la décision du citoyen. Donner aux collectivités locales un véritable droit à l'expérimentation. Favoriser de toutes les façons les initiatives locales, qui sont une arme maîtresse dans notre lutte contre le chômage. Telle est la voie à suivre.\

C'est une question de confiance. Confiance dans les responsables locaux, qui se dépensent sans compter sur le terrain. Confiance dans ceux qui entreprennent et qui prennent des risques.

Confiance dans les Français qui peuvent donner le meilleur pourvu qu'on le leur demande.

L'enjeu, mes chers amis, c'est de passer réellement à une culture de responsabilité et de travail.

- Bien sûr, ni la croissance ni l'emploi ne se décrètent, mais nous ne retrouverons le chemin de l'emploi et de la croissance que si la France se met au travail plus résolument encore. Cela vaut pour l'écolier, pour le lycéen, pour l'étudiant, parce qu'il n'y a pas de réussite dans les études sans travail, évidence toute simple mais qui mérite d'être rappelée. Cela vaut pour les agents du secteur public, qui doivent avoir pour premier souci de servir précisément le public. Cela vaut pour tous les salariés. La France ne réussira que grâce au travail des Français. Il peut être intéressant pour l'emploi d'aménager, voire de réduire le temps de travail, et ceci dans le cadre de négociations entre partenaires sociaux, entreprise par entreprise ou branche par branche. Cette voie mérite sans aucun doute d'être sérieusement explorée. Nos compatriotes peuvent souhaiter travailler moins, de même qu'ils peuvent aspirer à prendre leur retraite plus tôt. Je le comprends. Mais je souhaite que notre pays n'oublie pas les réalités économiques et démographiques du monde actuel. Nous nous en sortons en travaillant mieux, c'est vrai. Mais nous ne nous en sortons pas en faisant supporter à un nombre toujours plus réduit d'actifs le poids grandissant des jeunes et des retraités, ce n'est pas vrai. Le sens du travail fait partie des valeurs de la République. Et je voulais le rappeler ici, dans un département qui sait ce que travailler veut dire.\

Et puis, chers amis, je voudrais que nous soyons fiers de la France et fiers d'être Français.

- S'affirmer Français, ce n'est pas du tout nier son appartenance à l'Europe. Au contraire. La Corrèze, en tant que terre agricole, riche de la qualité de son travail dans ce domaine, sait ce que nous devons à l'Europe, ce que celle-ci nous apporte, et combien sa réalisation, je pense notamment à la monnaie unique, est essentielle à notre avenir. Il n'y a aucune contradiction entre l'appartenance à l'Europe et l'amour de son pays, aucune. C'est encore une valeur que nous devons vivre et surtout apprendre à nos enfants.

- Se sentir lié à un pays et comptable de son destin, se sentir dépositaire d'un patrimoine moral, fait d'une histoire partagée mais aussi de principes tels que la tolérance et le respect de chaque homme, donne une grande force, et donne à chacun la volonté de trouver sa place.

- Bien sûr, l'Etat, les pouvoirs publics, doivent assumer leurs responsabilités, et tout mettre en oeuvre pour que les jeunes Français s'intègrent dans notre collectivité. Vous savez que l'emploi des jeunes est au premier rang naturellement de mes priorités. J'ai souhaité que 1997, grâce à une mobilisation de tous, et notamment des partenaires sociaux, voie se multiplier les formations d'alternance pour les jeunes non qualifiés, les expériences en entreprise pour les étudiants, les contrats d'insertion pour les moins favorisés. Bref, toutes les initiatives susceptibles de mettre le pied à l'étrier. C'est un chantier national.

- Mais au-delà de ce que nous faisons et de ce que nous ferons, j'appelle chaque jeune, chaque citoyen à se demander comment il peut servir la Nation, la rendre plus forte, plus dynamique, plus unie. Aux engagements pris par l'Etat doit répondre l'engagement des Français.

- Voilà, mes chers amis, ce que je voulais vous dire, à vous et à travers vous aux Français, à l'aube de cette année nouvelle. Si nous faisons le choix de l'adaptation et de la modernité en restant fidèles à notre identité et à nos valeurs alors nous réussirons, et nous ferons de la France un pays uni, apaisé, accueillant et conquérant.

- C'est le voeu que je forme non seulement pour 1997 mais aussi pour les années à venir. A chacun et à chacune d'entre vous, en mon nom et au nom de mon épouse, je souhaite du fond

du coeur une tres bonne et une tres neureuse annee.\